

Taxes sur les véhicules des entreprises : la facture s'alourdit !



© 2024 Les Echos Publishing

La taxe sur les véhicules de sociétés (TVS) a disparu pour laisser place à deux taxes annuelles, l'une sur les émissions de CO₂ et l'autre sur les émissions de polluants atmosphériques (qui remplace la taxe sur l'ancienneté du véhicule). Ces deux taxes sont susceptibles d'être dues par les entreprises qui utilisent des véhicules de tourisme pour leur activité, qu'elles en soient propriétaires ou non. Sachant que les entrepreneurs individuels ne sont, en principe, pas concernés et que certains véhicules (électriques, notamment) sont exonérés.

Rappel : la taxe sur les émissions de polluants atmosphériques dépend de la catégorie Crit'Air du véhicule.

En principe, les entreprises doivent souscrire une déclaration pour les taxes à acquitter en 2025 au titre des véhicules utilisés du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. La date limite à respecter pour remplir cette obligation dépend de la situation de l'entreprise au regard de la TVA.

Attention : la facture sera plus salée cette année du fait de l'instauration d'un barème progressif pour la taxe CO₂ et d'un abaissement de son seuil de déclenchement, à savoir 15 g de CO₂/km (norme WLTP) au lieu de 21 g/km auparavant. Un

durcissement qui se poursuivra au titre de 2025, 2026 et 2027.

Ainsi, les taxes doivent être télédéclarées sur l'annexe n° 3310 A à la déclaration de TVA CA3 déposée au titre du mois de décembre ou du 4^e trimestre 2024 par les entreprises relevant du régime normal de TVA, soit, selon les cas, entre le 15 et le 24 janvier 2025. Les entreprises qui ne sont pas redevables de la TVA doivent également utiliser cette annexe, mais elles ont jusqu'au 25 janvier pour la transmettre. Dans tous les cas, la déclaration doit être accompagnée du paiement correspondant, par voie électronique.

Pour les entreprises soumises au régime simplifié de TVA, la télédéclaration et le télépaiement des taxes doivent s'opérer lors de la souscription de la déclaration annuelle CA12 de l'exercice au cours duquel la taxe est devenue exigible. Les entreprises qui clôturent leur exercice au 31 décembre 2024 doivent donc effectuer ces démarches au plus tard le 5 mai 2025.

À noter : certaines associations ne sont pas redevables de ces taxes, notamment les organismes philosophiques, religieux, politiques, patriotiques, civiques ou syndicaux qui affectent les véhicules aux besoins de leurs opérations exonérées de TVA.

© 2024 Les Echos Publishing